

## Burundi : La Belgique appelle au dialogue entre pouvoir et opposition

@rib News, 04/06/2011 â€“ Source AFPLe ministre belge des Affaires Ã©trangÃ©res Steven Vanackere, en visite au Burundi, a appelÃ© samedi pouvoir et opposition Ã  «Ã  dialoguer pour dissiper la mÃ©fiance et les malentendusÃ Ã », affirmant qu'il n'y avait pas de place pour une «Ã Ã  rÃ©bellion en gestationÃ Ã ».Ã «Ã  Chacun doit privilÃ©gier la voie du dialogue, (...), mais le plus important est que ce dialogue soit entamÃ© pour dissiper la mÃ©fiance et les malentendus", a indiquÃ© sur une radio locale M. Vanackere, soulignant qu'Ã «Ã  en aucun casÃ Ã  il s'agissait de remettre en cause les rÃ©sultats des Ã©lections de 2010.Ã «Ã  Il est clair que tous les partis politiques doivent sans ambiguÃ¼tÃ© prendre leurs distances de toute option armÃ©e ou violente et reconnaÃ®tre pleinement la lÃ©gitimitÃ© des institutionsÃ Ã », a dÃ©clarÃ© M. Vanackere sur une radio locale.Faisant allusion aux 13 annÃ©es de guerre civile dont sort le pays, Steven Vanackere a dÃ©clarÃ©, Ã «Ã  il n'y a en effet pas de place au Burundi pour une rÃ©bellion en gestation car ceci n'est pas une option, aprÃ©s le long chemin de violence que vous avez tous parcouru et subiÃ Ã ».De nouvelles violences sont observÃ©es au Burundi depuis les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010, contestÃ©es par l'opposition. Des sources concordantes les attribuent aux ex-rebelles des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) d'Agathon Rwaso, qui a repris la clandestinitÃ©.Vendredi, les ambassadeurs de plusieurs pays occidentaux au Burundi (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas, Royaume Unie) avaient exprimÃ© leurs prÃ©occupations Ã  propos des dizaines de cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires et de torture recensÃ©s par l'ONU depuis 2010 dans ce pays.Plusieurs opposants sont entrÃ©s en clandestinitÃ© aprÃ©s les Ã©lections gÃ©nÃ©rales mi-2010 remportÃ©es par le camp du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et boycottÃ©es par l'opposition. Celle-ci a depuis dÃ©noncÃ© l'arrestation de plusieurs centaines de ses membres, ainsi que des exÃ©cutions sommaires.Ces Ã©lections devaient permettre au Burundi de tourner la page de la guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006.Le chef de la diplomatie belge, qui sÃ©journe depuis jeudi Ã  Bujumbura, a fait cette dÃ©claration dans la nuit de vendredi Ã  samedi, au cours d'une rÃ©ception officielle Ã  l'ambassade belge.La Belgique, ancienne puissance colonial, est le principal bailleur de fond du pays.